

## **27.09.2007 Bilatérales ou adhésion ?**

### **Débat organisé par le NOMES**

Mesdames, Messieurs,

La conclusion d'accords bilatéraux a été la seule voie que nous avons pu emprunter pour améliorer le cadre des relations entre la Suisse et l'Union européenne.

Depuis le refus de 1992, il n'a pas été possible de faire mieux. On peut le regretter et je le regrette vivement, mais il faut bien se rendre à l'évidence qu'actuellement l'UE ne se précipite pas pour négocier avec la Suisse. Elle n'a été demandeuse que dans deux domaines qui font d'ailleurs un peu mal à la Suisse : l'imposition des revenus de l'épargne et la lutte contre la fraude en matière de fiscalité indirecte (contrebande).

Actuellement, nous en sommes à peu près arrivés à la limite de ce que nous pouvons faire avec des accords bilatéraux. Peut-être pourrions-nous en conclure encore quelques-uns, car l'Europe est encore demandeuse en ce qui concerne la fiscalité des entreprises, mais nous nous rendons compte que nous devons dépenser énormément d'énergie pour obtenir peu et qu'en outre nous sommes souvent obligés de tenir compte de la législation européenne, soit d'être eurocompatibles. C'est une question que nous nous posons souvent dans le processus d'élaboration des lois.

Nous nous préoccupons d'être eurocompatibles, mais nous ne pouvons pas participer à la création des textes législatifs européens. Et ça, c'est très frustrant.

L'Europe a été mon premier engagement politique. Lorsque j'avais 16 ans, je pensais que nous rentrerions dans l'Europe à moyen terme et que nous participerions en tant que membre à part entière à la construction de notre continent, non seulement au niveau économique, mais aussi au niveau politique. L'Europe a un potentiel stratégique extrêmement important. Elle est économiquement forte. Elle est démographiquement forte. C'est sa division qui l'affaiblit politiquement au niveau mondial.

Nous avons une histoire très ancienne. Nous avons des points communs au niveau culturel. Nous avons des références communes, mais nous avons aussi plus de 20 langues différentes et autant de systèmes politiques que d'Etats différents. Tenter d'harmoniser peu à peu nos objectifs est un défi enthousiasmant.

30 ans plus tard, l'Europe a encore de la peine à s'imaginer un avenir commun, mais elle avance à grands pas au niveau économique, mais nous, nous sommes restés au bord de la route. Nous regardons passer le train... C'est très frustrant !

Le projet Europe est certes très difficile. L'institution Europe est pleine de défauts. A la vitesse à laquelle on avance au niveau politique, il faudra certainement encore de nombreuses années pour que cet amalgame plus ou moins informe devienne une Fédération efficiente, mais je voudrais que nous puissions participer pleinement à ce processus. Nous avons beaucoup à apporter, mais pour cela, il faudrait une adhésion. Il faudrait que nous nous engagions réellement.

Malheureusement, l'adhésion n'est plus aujourd'hui à l'agenda politique. L'UDC a plombé le débat. Les partis du centre ont peur et ils manquent d'assurance. Ils ne savent pas où se trouvent leurs électeurs face à l'Europe. La gauche est toujours convaincue, mais elle est prudente, car les premiers problèmes liés à la libre circulation des personnes commencent à se manifester et l'on sent que la population est inquiète.